

Questions orales

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député dit que nous avons pour politique de fixer des taux d'intérêt élevés. Qu'il se rappelle qu'ils sont plus bas aujourd'hui qu'en octobre dernier et qu'au moment où nous avons pris le pouvoir, il y a trois ans et demi. Nous suivons une politique économique équilibrée.

Il pourra lire, demain, en manchette dans l'*Ottawa Citizen*, que l'économie canadienne se classe deuxième au monde. En effet, l'OCDE prévoit qu'elle ne sera légèrement dépassée que par celle du Japon en 1988 et en 1989. Nous attribuons ce succès au fait que nous avons suivi une politique économique équilibrée destinée à assurer une croissance sans inflation qui seule peut créer dans tout le pays les emplois dont nous avons tant besoin.

J'attire aussi son attention sur le fait que nous avons obtenu, ce matin, d'autres preuves de la santé de notre économie. Soixante-huit mille emplois ont été créés le mois dernier, ce qui nous amène à un peu plus de 1 300 000 nouveaux emplois depuis septembre 1984.

Des voix: Bravo!

[Français]

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE—LA POSITION DU
GOUVERNEMENT

M. John Parry (Kenora—Rainy River): Monsieur le Président, voici ma question supplémentaire: Vu qu'hier, en même temps que le premier ministre présentait le programme d'achat de l'élection partielle, le premier ministre du Québec a de nouveau condamné la politique de la Banque du Canada, alors pourquoi le gouvernement n'agit-il pas pour assurer que les taux d'intérêt descendent et que le développement économique soit partagé à la largeur du pays et pas concentré seulement dans la région de Toronto?

• (1140)

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je ne peux comprendre le raisonnement du député. D'abord, il se plaint de la politique du taux d'intérêt que nous suivons afin d'atteindre la croissance non inflationniste dont j'ai parlé. Il ne l'aime pas. Il n'aime pas les résultats parce que c'est très mauvais pour sa formation politique.

Deuxièmement, il déplore que nous nous occupions du développement régional au Québec. C'est précisément l'équilibre que les gouvernements essaient d'atteindre et doivent atteindre. On peut viser des objectifs très précis dans le cadre de la politique financière, afin de corriger les disparités régionales—c'est le but du programme annoncé au Québec hier—tout en suivant une politique économique globale pour combattre les pressions inflationnistes qu'on voit au pays actuellement.

C'est l'équilibre que nous avons atteint. Voilà pourquoi nous avons pu obtenir les bons résultats économiques dont l'OCDE parle et qu'elle prévoit pour 1988 and 1989.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LA POLLUTION DE LA NIAGARA

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, en l'absence du ministre de l'Environnement, j'adresse ma question au vice-premier ministre. Les Canadiens sont alarmés d'apprendre que les niveaux de dioxines le long de la rivière Niagara ont décuplé au cours des deux dernières années. Nous apprenons au même moment avec stupéfaction que le gouvernement a décidé de réduire de 42 personnes le nombre de scientifiques, de techniciens et de membres du personnel de soutien qui travaillent au service de la conservation et de la protection d'Environnement Canada.

Comment le gouvernement peut-il respecter son engagement envers les Américains d'assurer le nettoyage des PCB, des dioxines, du mercure, des phénols et d'autres substances toxiques du côté canadien de la Niagara tout en réduisant les effectifs?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Je n'ai pas du tout l'intention de rappeler à nouveau au député, puisque le ministre de l'Environnement s'en est déjà chargé, les résultats peu reluisants du gouvernement antérieur en regard de ce que nous avons fait comme gouvernement. Il s'est fait très peu de choses, notamment lorsque le député était responsable du dossier.

Je pourrais en dire long sur les réalisations du ministre de l'Environnement. Je pense notamment au programme de gestion des produits toxiques de la rivière Niagara, au protocole de 1987 sur la qualité de l'eau des Grands Lacs, aux initiatives liées au protocole international sur la couche d'ozone, au nettoyage du Saint-Laurent, à l'adoption d'une nouvelle Loi sur la protection de l'environnement, d'une nouvelle Loi sur les parcs nationaux et à la création de quatre nouveaux parcs nationaux.

Et j'en passe de meilleures, monsieur le Président. Je trouve le député plutôt tâtilon et mesquin de relever un petit détail qui l'indispose.

M. Caccia: Monsieur le Président, aux prochaines élections, les habitants de la péninsule du Niagara ne jugeront pas la performance des gouvernements libéraux avant 1984, ils jugeront plutôt les actions ou l'inaction du gouvernement au cours du présent mandat. Croyez-moi, pour les millions de Canadiens qui habitent la péninsule du Niagara et qui sont représentés à cette Chambre par au moins six ou sept députés, la question est loin d'être insignifiante.